

FACVT KÉZAKO ?

Ce CTL était entièrement consacré au Fond d'Amélioration des Conditions de travail.

Rappelons que ce Fonds est assez contraint.

Il vise à financer des actions pour l'amélioration du cadre de vie au travail des agents, à renforcer les collectifs de travail et à accompagner les nouveaux modes d'organisation du travail notamment le télétravail. Il est proratisé aux effectifs et doit être utilisé selon 4 axes :

- cadre de vie au travail,
- démarche éco-responsable,
- sensibilisation aux innovations,
- responsabilité sociale de la DGFIP.

Dans un premier temps, tous les agents devaient y être associés (346 propositions dans le 44); puis les propositions devaient être examinées en CTL.

Pour les élus, il existait une contrainte inhabituelle : ils leur revenaient d'arrêter les projets retenus à la majorité des sièges en CTL.

Si les élus ne parvenaient pas à trouver un accord majoritaire informel, ce budget très particulier avait vocation à être redistribué aux directions ayant trouvé un accord majoritaire, toujours au prorata des effectifs.

Les idées non retenues dans le 44

Cela concerne 82 propositions : soit elles relèvent des budgets de BILI (obligations qui incombent à l'employeur), soit du CDAS (coins-repas par ex.) ou soit du CHSCT (hygiène, sécurité et conditions de travail)

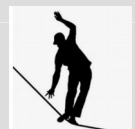
D'autres telles que des chèques-cadeaux, des chèques carburant ou des chèques culturel n'entraient pas dans le champ des possibles (voir la FAQ) : les actions devant avoir un lien direct avec les conditions, l'organisation ou le collectif de travail.

Il ne peut donc pas non plus venir abonder le pouvoir d'achat (par ex. avec l'achat de paniers bio).

FO a clairement indiqué ses positions sur le sujet dans sa liminaire (voir ici) en revendiquant par exemple des augmentations du point d'indice et donc de la paye de chaque agent). Pour autant, il n'était pas question de voir

repartir ce budget, au détriment des agents du 44 tout en votant pour des actions qui toucheraient un maximum d'agents.

Bref, ce CTL était un numéro d'équilibriste et FO avait la volonté de ne tomber dans aucun piège.



Le budget du FACVT

National	En Loire-Atlantique
10 000 000 €	168 327 €

Deux groupes de Travail avaient précédé ce CTL les 22 février (voir ici notre compte-rendu) et 24 mars 2022.

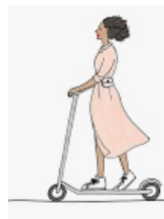
LES DIFFÉRENTS PROJETS DU 44

Parkings à vélos et trottinettes à Cambronne

3 nouveaux abris à vélos et trottinettes (pouvant aussi accueillir des vélos électriques, plus larges) viendraient s'ajouter aux 5 existant déjà à Cambronne :

- × 1 proche de Audubon,
- × 1 proche de l'AJV
- × et le dernier derrière Anne de Bretagne

Coût total : 31 800 €



	POUR	CONTRE
Vote	FO, Solidaires, Cfdt et Unsa	Cgt
Proposition adoptée		



Installation de casiers pour les utilisateurs de 2 roues

Cela vaudrait pour 9 sites : Cambronne, St-Nazaire, Préssensé, Nantes municipale, Pornic, Châteaubriant, Rezé et Ancenis. Le prix irait de 10 765 € à 13 928€ selon la solution retenue (casiers à clef, à cadenas ou à code).

	POUR	CONTRE
Vote	FO, Solidaires, Cfdt et Unsa	Cgt
Proposition adoptée		

Aménagement de mobiliers extérieurs

Cette proposition vaut essentiellement pour Cambronne¹ pour un coût de 32 944€.

Comme dans de nombreux sites, une forte demande des agents va vers des lieux de convivialité où se retrouver.

La pandémie n'est sans doute pas étrangère à ces demandes. Le télétravail non plus. Les agents ont un besoin élevé de se retrouver.

Le souci c'est qu'à Cambronne, les bâtiments sont en cours de "rentabilisation" des surfaces et que cet aspect a complètement été omis. La DRFiP44 nous dit que cela pourra se faire ultérieurement : il ne faut pas crier victoire car ce n'est pas un bon signe. Cela signifierait en effet que de nouvelles suppressions d'emplois y sont positionnées.

Le aménagements extérieurs devront pour certains être protégés par des brise-vue pour ne pas être visibles par les usagers.

Ils seraient au nombre de 3 à Cambronne : arrière-droit du bâtiment Graslin; côté gauche du bâtiment Audubon, devant le bâtiment Anne de Bretagne
Coût global : 43 552 €.



Économiseurs d'eau

Sur le FACVT, 219 économiseurs d'eau seraient achetés pour l'ensemble des sites. Cela bénéficierait à 1327 agents pour un coût global de 1138€.

A la demande **FO** de savoir quelle économie cela engendrerait, BILI répond 40% des consommations d'eau aux robinets.

FO a demandé à ce que cette somme soit réinvestie dans l'esprit du FACVT.

	POUR	CONTRE
Vote	FO , Solidaires, Cfdt et Unsa	Cgt
	Proposition adoptée	

Budget participatif de 30€ par agent

Un budget de 30€/agent sera mis à disposition pour améliorer le cadre des bureaux (tableaux, végétalisation, etc) mais qui ne pourra être utilisé pour acheter café ou croissants par exemple.

	POUR
Vote	FO , Solidaires, Cgt, Cfdt et Unsa
	Proposition adoptée

	POUR
Vote	FO , Solidaires, Cgt, Cfdt et Unsa
	Proposition adoptée

Salles de convivialité

C'est donc une forte demande.

Il faut prévoir : diagnostic avant travaux/amiante, travaux de plâtrerie, de menuiserie, électriques et de plomberie, revêtement mural, mobiliers (tables hautes, tabourets, chauffeuses, bibliothèque pour partager des livres, tableau végétal, etc). Sont également prévus des nichoirs et des hôtels à insectes.

Sont concernés Châteaubriant, Pornic St-Nazaire Préssensé, le CFP d'Ancenis, Nantes CHU, Nantes municipale.

Soit 227 bénéficiaires pour un coût total de 47 440€ (coût variable d'un site à l'autre).

D'autres sites sont à l'étude : St Nazaire De Gaulle, Nort sur Erdre et le Loroux-Bottereau.



	POUR
Vote	FO , Solidaires, Cgt, Cfdt et Unsa
	Proposition adoptée

Le montant total des actions adoptées s'élève à environ 179 000€, et est donc supérieur à la dotation du FACVT.

Nous avons appris que des départements n'ont pas réussi à dégager un consensus : du coup, leur dotation va être redistribué aux départements qui ont "joué" le jeu.

Si toutefois tout ne pouvait pas être exécuté dans le 44, il a été rappelé à la direction locale qu'elle pouvait venir abonder sur son budget propre.

Par ici la monnaie



Je me syndique et je choisi le bon syndicat

¹ Cela pourrait être possible pour Pornic et Châteaubriant pour 5304€ chacun; à plus faible coût donc, car il n'y aurait pas de maçonnerie à prévoir.